



# Assemblée générale

Distr. générale  
16 août 2024  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-dix-neuvième session

Point 139 de l'ordre du jour provisoire\*

### Projet de budget-programme pour 2025

## Projet de budget-programme pour 2025

### Titre II

#### Affaires politiques

### Chapitre 3

#### Affaires politiques

#### Missions politiques spéciales

#### Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq

### Septième rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le projet de budget-programme pour 2025

## I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur les prévisions de dépenses de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) pour 2025 ([A/79/6 \(Sect. 3\)/Add.6](#)). À cette occasion, il a obtenu des renseignements supplémentaires et des éclaircissements avant de recevoir des réponses écrites, le 30 juillet 2024.

2. Dans le premier additif au chapitre 3 (Affaires politiques) de son rapport sur le projet de budget-programme pour 2025 ([A/79/6 \(Sect. 3\)/Add.1](#)), le Secrétaire général donne un aperçu général des ressources demandées pour 2025 au titre de 36 missions politiques spéciales et des questions intéressant ces missions en général. Des renseignements détaillés sur chaque mission politique spéciale sont donnés dans cinq autres additifs au chapitre 3<sup>1</sup>, qui sont consacrés aux besoins propres aux missions

---

\* [A/79/150](#).

<sup>1</sup> [A/79/6 \(Sect. 3\)/Add.2](#), [A/79/6 \(Sect. 3\)/Add.3](#), [A/79/6 \(Sect. 3\)/Add.4](#), [A/79/6 \(Sect. 3\)/Add.5](#) et [A/79/6 \(Sect. 3\)/Add.6](#).



relevant des groupes thématiques I à III, à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et à la MANUI.

3. Les ressources demandées au titre du Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar (groupe thématique I), dont le mandat a été arrêté par l'Assemblée générale, sont englobées dans le montant total des ressources demandées pour l'ensemble des missions politiques spéciales dans le rapport du Secrétaire général consacré au groupe thématique I, et le mandat du Bureau sera porté à l'attention de l'Assemblée conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de celle-ci.

4. Le Comité consultatif s'intéresse aux questions concernant les missions politiques spéciales en général dans son rapport principal (A/79/7/Add.1), tandis que ses observations et recommandations sur les prévisions budgétaires relatives aux groupes thématiques I à III ainsi qu'à la MANUA et à la MANUI font l'objet de rapports distincts<sup>2</sup>.

## II. Exécution du budget en 2023 et 2024 et ressources nécessaires pour 2025

### A. Mandat et hypothèses budgétaires

5. Dans sa résolution 2732 (2024) du 31 mai 2024, le Conseil de sécurité a pris note de la lettre du Gouvernement iraquien en date du 8 mai 2024 et décidé de proroger le mandat de la MANUI pour une ultime période de 19 mois prenant fin le 31 décembre 2025, après quoi la MANUI cesserait toutes ses activités et opérations, sauf, le cas échéant, les dernières tâches afférentes à la liquidation. Le Conseil a prié le Secrétaire général d'établir, avant le 31 décembre 2024 et en consultation avec le Gouvernement iraquien, un plan de transition et de liquidation. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que la résolution 2732 (2024) modifiait les fonctions du mandat de la MANUI comme suit :

a) Fonctions résiduelles : fournir une assistance électorale ; favoriser les avancées en vue du règlement définitif des questions en suspens entre l'Iraq et le Koweït ; effectuer des activités de développement et des tâches humanitaires ; promouvoir la lutte contre l'impunité et la protection des droits humains ;

b) Nouvelles fonctions : le Secrétaire général est prié d'établir un plan de transition et de liquidation avant le 31 décembre 2024, de rendre compte au Conseil tous les six mois des progrès accomplis en vue du transfert intégral des tâches de la MANUI et de ses fonctions résiduelles, et d'établir, d'ici au 31 mai 2025, des recommandations en vue de la mise en place d'un mécanisme de suivi qui permettrait d'appuyer la poursuite desdites avancées au cas où les questions en suspens entre l'Iraq et le Koweït ne seraient pas réglées ;

c) Fonctions supprimées : fournir des conseils, un appui et une aide technique au Gouvernement iraquien de manière à favoriser un dialogue politique inclusif et la réconciliation aux niveaux national et local ; contrôler la constitutionnalité, notamment appliquer les dispositions de la Constitution et élaborer des procédures de règlement des frontières intérieures contestées, qui soient acceptables pour le Gouvernement iraquien ; procéder à la réforme du secteur de la sécurité ; promouvoir le dialogue et la coopération au niveau régional ; aider activement le Gouvernement iraquien et le Gouvernement de la Région du Kurdistan à coopérer et à maintenir un dialogue régulier et structuré afin de régler les questions en suspens, notamment les

<sup>2</sup> A/79/7/Add.2, A/79/7/Add.3, A/79/7/Add.4, A/79/7/Add.5 et A/79/7/Add.6.

arrangements de sécurité, les dispositions budgétaires et la gestion des ressources en pétrole et en gaz de l'Iraq, et à appliquer les accords existants, dont l'Accord de Sinjar de 2020. En outre, la MANUI n'est plus explicitement chargée d'entreprendre des activités liées à la lutte contre les effets des changements climatiques. Toutefois, le Conseil de sécurité a expressément chargé la MANUI de promouvoir, d'appuyer et de favoriser les activités de développement, y compris la création des conditions nécessaires au développement durable et au renforcement de la résilience.

## 1. Engagements autorisés et estimation budgétaire révisée

6. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'un changement aussi significatif dans les hypothèses budgétaires justifiait une recommandation concernant une autorisation d'engagement de la part du Comité, à la suite de laquelle une estimation révisée – prenant en compte les hypothèses budgétaires actualisées sur la base du plan de transition et de liquidation de décembre 2024 – serait soumise à l'Assemblée générale lors de la première partie de la reprise de sa soixante-dix-neuvième session, en mars 2025.

7. Selon les informations qui ont été communiquées, puisque le mandat de la MANUI avait été prorogé jusqu'au 31 décembre 2025, l'autorisation d'engagement de dépenses accordée à la Mission devrait porter sur l'ensemble de l'année 2025, c'est-à-dire sur 12 mois. Le montant que le Secrétariat a estimé approprié pour un tel engagement sur 12 mois était de 99 526 000 dollars par rapport à la proposition budgétaire initiale de 103 202 600 dollars pour 2025, ce qui représentait une réduction de 3 676 600 dollars (3,6 %).

8. Le Comité consultatif a également été informé que cet engagement devait être exprimé comme une autorisation d'engagement de dépenses « avec mise en recouvrement ». Toutefois, si l'estimation révisée devait être inférieure à l'autorisation d'engagement approuvée pour 12 mois, la différence serait restituée aux États Membres sous forme de crédits, conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies.

## 2. Processus de transition

9. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'à la lumière de la résolution [2732 \(2024\)](#) du Conseil de sécurité, la Mission avait pris, en collaboration avec le Siège de l'ONU, des mesures initiales en vue d'entamer la planification nécessaire à une transition et à un retrait progressifs, structurés et ordonnés de la Mission avant la fin de 2025, notamment la tenue de discussions initiales avec le Gouvernement iraquien et l'équipe de pays des Nations Unies en Iraq ainsi que l'activation d'un groupe de travail sur la transition composé de membres de l'Équipe spéciale intégrée pour l'Iraq au Siège de l'Organisation. Le groupe de travail, dirigé par le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, se composait de représentants de haut niveau de la Mission et de l'équipe de pays des Nations Unies ; il devait assurer la direction stratégique et l'orientation générale de la planification et de l'exécution de la transition et de la liquidation. La première réunion de ce groupe de travail s'est tenue le 27 juin au niveau des directeurs. Le plan de transition serait élaboré, l'objectif étant qu'il soit approuvé par le Secrétaire général avant le 31 décembre 2024. Il fournirait une orientation claire sur les attributions à transférer à l'équipe de pays des Nations Unies, l'ordre de fermeture des bureaux extérieurs, les effectifs et le dispositif de sécurité adéquats pour la MANUI tout au long de l'année 2025 ainsi que la réduction et le retrait ordonnés et sûrs du personnel et des biens de la Mission avant le 31 décembre 2025 et toutes les questions de liquidation en suspens, y compris la fixation d'une date de fin de mandat.

10. Le Comité consultatif a également été informé que le groupe de travail sur la transition serait guidé par les politiques, les lignes directrices, les règles et les règlements applicables des Nations Unies en matière de transition, de retrait et de liquidation, et qu'il s'appuierait sur les enseignements tirés d'autres retraits récents. Le Comité a également été informé qu'au 3 juillet 2024, des consultations avaient été entamées entre la Mission, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et d'autres départements et bureaux concernés (par l'intermédiaire du Groupe des directives et de la formation) que l'on avait associés à des exercices récents de retrait et de clôture de missions afin de bénéficier de leur expérience, des enseignements qu'ils avaient tirés et de leurs conseils. La Division des activités spéciales du Département de l'appui opérationnel avait entamé un dialogue avec la MANUI sur l'application de la politique de retrait promulguée par le Département en janvier 2023 et appliquée avec succès dans le contexte des fermetures de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS) et de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes (UNITAD). En outre, sur la base des enseignements tirés de la MINUSMA et de la MINUATS, une « boîte à outils » complète avait été élaborée et mise à la disposition de la MANUI pour que celle-ci puisse entamer la planification préliminaire du retrait des effectifs. Ayant demandé des précisions, le Comité a reçu des informations sur les calendriers et les processus de liquidation et de retrait de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) et de la MINUSMA (voir annexe).

11. Le Comité consultatif note que la résolution 2732 (2024) du Conseil de sécurité a été adoptée le 31 mai 2024 et espère que le plan de transition et de liquidation de la MANUI sera élaboré rapidement et tiendra compte des enseignements tirés des fermetures d'autres missions.

## B. Exécution des budgets de 2023 et 2024

Tableau 1  
Crédits ouverts et dépenses engagées  
(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	2023		2024	
	Crédits ouverts	Dépenses	Crédits ouverts	Dépenses
	(3)	(4)	(3)	(de janvier à juin) (4)
Militaires et personnel de police	4 939,7	4 583,1	5 099,8	2 039,8
Personnel civil	75 964,9	79 306,4	76 928,7	40 137,7
Dépenses opérationnelles	16 006,0	15 110,2	16 098,0	6 157,5
<b>Total</b>	<b>96 910,6</b>	<b>98 999,7</b>	<b>98 216,5</b>	<b>48 335,0</b>

### 1. Exécution du budget de 2023

12. D'après les informations transmises au Comité, les dépenses de 98 999 700 dollars pour 2023 font état d'un dépassement global de 2 089 100 dollars (2,2 %) par rapport au montant des crédits ouverts (96 910 600 dollars). Cet écart résulte d'un

dépassement de crédits au titre du personnel civil (3 341 500 dollars), partiellement compensé par une sous-utilisation des crédits au titre des militaires et du personnel de police (356 600 dollars) et des dépenses opérationnelles (895 800 dollars). Le dépassement de crédits au titre du personnel civil s'explique par : a) des coûts salariaux réels plus élevés que ceux prévus au budget pour les agents locaux (1 921 000 dollars) et les administrateur(trice)s recruté(e)s sur le plan national (1 059 900 dollars) ; b) l'augmentation des besoins au titre du personnel recruté sur le plan international (302 400 dollars) ; c) le déploiement temporaire de deux Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international chargés d'appuyer la capacité de la Section de la sécurité (58 200 dollars).

13. Le solde inutilisé de 356 000 dollars au titre des militaires et du personnel de police s'explique principalement par : a) des coûts réels de rations moins élevés que prévu en raison du non-déploiement de 25 soldats à Mossoul ; b) des coûts réels inférieurs pour la relève des contingents fidjiens compte tenu de la dernière lettre d'attribution ; c) la non-utilisation des crédits au titre de la relève des contingents fidjiens, les coûts ayant été couverts conformément à la lettre d'assistance signée avec le Gouvernement australien.

14. Le solde inutilisé de 895 800 dollars au titre des dépenses opérationnelles s'explique principalement par : a) des besoins moindres en matière de voyages de formation, les priorités ayant été redéfinies et la visioconférence étant davantage utilisée dans le cadre des voyages officiels (262 200 dollars) ; b) des coûts réels au titre des communications et de l'informatique inférieurs pour les frais d'Internet et de communication mobile, et moins d'acquisitions de licences de réseau et moins de logiciels de scannage Wi-Fi ou Microsoft Project (258 300 dollars), c) l'acquisition de moins de fournitures et le recours moindre à des services externes spécialisés au titre de la santé (237 600 dollars) ; d) une baisse du volume global des acquisitions, une diminution des besoins en rations rendue possible grâce à celles reçues d'autres missions en phase de réduction ou de fermeture et une baisse des coûts réels de l'assurance générale au titre des fournitures, services et matériel divers (156 000 dollars) ; e) une réduction du recours à un savoir-faire externe dans les domaines de l'énergie, de la prévention des conflits et de la lutte contre le terrorisme, ainsi qu'une diminution des coûts au titre des consultants et des services de consultants (108 900 dollars) ; f) une réduction des besoins au titre des opérations aériennes (82 300 dollars) et des transports terrestres (2 600 dollars). Cette sous-utilisation des crédits a été partiellement contrebalancée par des dépassements de crédits au titre des installations et des infrastructures (212 000 dollars).

## **2. Exécution du budget de 2024**

15. Les dépenses totales de 48 335 000 dollars, au 30 juin 2024, reflètent un taux d'utilisation global du budget de 49,3 % du montant des crédits ouverts, de 98 126 500 dollars. Le taux d'utilisation par catégorie budgétaire était le suivant : a) militaires et personnel de police : 40,0 % (crédits : 5 099 800 dollars, dépenses : 2 039 800 dollars) ; b) personnel civil : 52,2 % (crédits : 76 928 700 dollars, dépenses : 40 137 700 dollars) ; c) dépenses opérationnelles : 38,3 % (crédits : 16 098 000 dollars, dépenses : 6 157 500 dollars).

16. En ce qui concerne les ressources approuvées (1 123 200 dollars) pour la construction, la transformation, la rénovation et l'entretien majeur des installations et infrastructures, le Comité consultatif a été informé, comme suite à ses questions, que, compte tenu de la réduction imminente des effectifs de la Mission et des problèmes de liquidités actuels, aucun nouveau projet de construction ne serait lancé en 2024 et les activités de construction viseraient uniquement à achever les projets (en réduisant autant que possible leur ampleur) qui en étaient déjà à un stade avancé ou dont

l'inachèvement entraînerait une perte d'investissement ou présenterait un risque pour la sécurité. En outre, des projets approuvés pour 2024, pour un montant total de 274 500 dollars, seraient abandonnés.

17. Le Comité consultatif note que la cessation de certaines fonctions de la MANUI à compter du 1<sup>er</sup> juin 2024 devrait se traduire par une diminution des dépenses au cours des mois restants de 2024 (voir par. 5 a) ci-dessus).

### C. Ressources nécessaires pour 2025

Tableau 2

#### Exécution du budget et montant des ressources nécessaires

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	2023		2024		2025	Variation	2025
	Crédits ouverts	Dépenses effectives	Crédits ouverts	Dépenses (de janvier à juin)	Montant total nécessaire	Augmentation/ (diminution) entre 2025 et 2024	Engagements autorisés
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)	(7)
Contingents	4 939,7	4 583,1	5 099,8	2 039,8	4 793,8	(306,0)	4 793,8
Postes	75 964,9	79 306,4	76 928,7	40 137,7	82 795,2	5 866,5	82 795,2
Consultants et services de consultants	287,5	178,6	283,7	118,0	164,0	(119,7)	118,3
Voyages officiels	1 079,0	816,8	1 014,6	252,8	844,4	(170,2)	789,4
Installations et infrastructures	6 420,6	6 632,6	5 580,1	2 382,6	4 742,9	(837,2)	4 239,9
Transports terrestres	1 056,5	1 053,9	1 126,3	257,6	890,0	(236,3)	690,0
Opérations aériennes	3 150,5	3 068,2	3 734,6	1 550,5	4 997,2	1 262,6	2 285,4
Communications et informatique	2 707,0	2 448,7	2 927,5	1 072,7	2 596,5	(331,0)	2 543,8
Santé	334,9	97,3	345,2	38,1	357,4	12,2	357,4
Fournitures, services et matériel divers	970,0	814,0	1 086,0	485,2	1 021,2	(64,8)	912,8
<b>Total</b>	<b>96 910,6</b>	<b>98 999,7</b>	<b>98 126,5</b>	<b>48 335,0</b>	<b>103 202,6</b>	<b>5 076,1</b>	<b>99 526,0</b>

18. Le montant des ressources proposées pour 2025 (103 202 600 dollars) représente une augmentation de 5 076 100 dollars (5,2 %) par rapport au montant des crédits ouverts pour 2024. L'augmentation globale reflète l'accroissement des besoins au titre du personnel civil (5 866 500 dollars), qui serait partiellement compensé par des réductions au titre du personnel militaire (306 000 dollars) et des dépenses opérationnelles (484 400 dollars) (A/79/6(Sect. 3)/Add.6, tableau 6).

19. Le Comité consultatif note que les hypothèses de planification du projet de budget pour 2025 étaient fondées sur la résolution 2682 (2023) du Conseil de sécurité, désormais remplacée par la résolution 2732 (2024), où il est prévu de procéder à la transition et à la liquidation, ce qui a rendu les hypothèses précédentes obsolètes (A/79/6 (Sect. 3)/Add.6, par. 2). À ce stade, faute de plan de transition et de liquidation, le Comité ne peut qu'évaluer les besoins en ressources de la MANUI pour 2025 sur la base de la proposition budgétaire initiale et des informations qui lui ont été communiquées jusqu'ici. Il compte que des précisions supplémentaires seront communiquées à l'Assemblée générale au moment où celle-ci examinera le présent rapport.

## 1. Personnel militaire

20. Le montant des dépenses prévues au titre du personnel militaire s'élève à 4 793 800 dollars, soit une diminution de 306 000 dollars (6 %) par rapport aux crédits ouverts pour 2024. Ces ressources permettraient de déployer 245 militaires (unités de gardes de Fidji et du Népal). La diminution nette de 306 000 dollars s'explique principalement par la baisse des montants demandés pour : a) les frais de voyage (déploiement, relève et rapatriement) comme suite à la dernière lettre d'attribution ; b) les rations, du fait de la modification du lieu de déploiement prévu de 25 membres de l'Unité de gardes, qui se rendront à Kirkouk plutôt qu'à Mossoul, ce qui entraînera une baisse des dépenses liées aux rations ; c) les indemnités de décès et d'invalidité, en raison d'une révision à la baisse des estimations basées sur l'historique des dépenses [A/79/6 (Sect. 3)/Add.6, par. 26 et 27 b)]. Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que les Unités de gardes étaient déployées, au 27 juin 2024, et que leur déploiement se poursuivrait pour une période à déterminer, conformément au paragraphe 3 de la résolution 2732 (2024). Par conséquent, selon les informations fournies, le montant des ressources proposé, d'environ 4,8 millions de dollars, serait nécessaire pour assurer le déploiement continu de 245 militaires au cours des 12 mois de 2025.

## 2. Personnel civil

Tableau 3  
Effectifs nécessaires

	Nombre	Classe
Effectif approuvé pour 2024	776	1 SGA, 2 SSG, 1 D-2, 6 D-1, 16 P-5, 45 P-4, 51 P-3, 5 P-2, 151 SM, 124 AN, 372 AL, 2 VNU
Effectif proposé pour 2025	772	1 SGA, 2 SSG, 1 D-2, 6 D-1, 17 P-5, 44 P-4, 51 P-3, 5 P-2, 151 SM, 124 AN, 365 AL, 5 VNU (2 recruté(e)s sur le plan international et 3 recruté(e)s sur le plan national)
Création	3	2 emplois d'assistant(e)s à la sécurité (VNU recruté(e)s sur le plan international) 1 emploi d'assistant(e) à la sécurité (VNU recruté(e) sur le plan national)
Suppression	(7)	6 postes d'opérateur(trice) radio (sécurité sur le terrain) (AL) 1 poste d'assistant(e) au contrôle des mouvements (AL)
Reclassement	–	1 poste de coordonnateur(trice) (P-4) qui deviendrait un poste de coordonnateur(trice) hors classe (P-5)
Réaffectation	–	1 poste de spécialiste des questions politiques (P-4) qui deviendrait un poste de conseiller(ère) pour le climat, la paix et la sécurité (P-4) 1 poste d'agent(e) de protection rapprochée (SM) qui deviendrait un poste d'assistant(e) administratif(ve) (SM)

*Abréviations* : AL = agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e) ; SM = agent(e) du Service mobile ; SSG = sous-secrétaire général(e) ; VNU = Volontaire des Nations Unies.

21. Le montant des dépenses prévues au titre du personnel civil s'élève à 82 795 200 dollars, soit une diminution de 5 866 500 dollars (7,6 %) par rapport aux crédits ouverts pour 2024. Cette augmentation globale est attribuable aux éléments suivants (voir A/79/6 (Sect. 3)/Add.6, par. 49 à 60) :

a) Personnel recruté sur le plan international : une augmentation de 3 320 200 dollars due à la révision à la hausse du taux retenu pour les dépenses communes de personnel et à la révision à la hausse du coefficient d'ajustement appliqué, qui serait en partie contrebalancée par l'application d'un taux de vacance de postes plus élevé et par la réaffectation proposée de deux postes (1 P-4 et 1 SM), le taux de vacance prévu étant de 50 % ;



b) Administrateurs recrutés sur le plan national : une augmentation de 1 181 700 dollars qui s'explique principalement par la révision à la hausse des traitements basée sur le barème des traitements promulgué en février 2024, l'application d'une classe et d'un échelon moyens plus élevés et l'application d'un taux de vacance de postes moins élevé que celui qui avait été approuvé ;

c) Agents locaux : une augmentation de 1 279 200 dollars qui s'explique principalement par la révision à la hausse des traitements basée sur le barème des traitements promulgué en février 2024 et l'application d'un taux de vacance de postes moins élevé que celui qui avait été approuvé, qui serait en partie contrebalancée par le fait qu'il est proposé de supprimer sept postes ;

d) Volontaires des Nations Unies : une augmentation de 85 400 dollars qui s'explique par la création proposée de trois emplois d'assistant(e) à la sécurité.

22. Le Secrétaire général indique que le montant des ressources demandées pour les postes permettrait de financer les dépenses afférentes à 772 postes et emplois de temporaire (127 administrateurs(trices) et fonctionnaires de rang supérieur, 151 agent(e)s du Service mobile, 489 membres du personnel recrutés sur le plan national et 5 Volontaires des Nations Unies), ce qui représente une réduction nette de 4 postes. Il est proposé ce qui suit : création de trois postes d'assistant(e) à la sécurité (2 Volontaires des Nations Unies recruté(e)s sur le plan international et 1 Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan national), suppression de six postes d'opérateur(trice) radio (sécurité sur le terrain) et d'un poste d'assistant(e) au contrôle des mouvements [agent(e) local(e)], reclassement d'un poste de coordonnateur(trice) (P-4) en un poste de coordonnateur(trice) hors classe (P-5), et réaffectation d'un poste de spécialiste des affaires politiques (P-4), qui deviendrait un poste de conseiller(ère) (climat, paix et sécurité) (P-4), et d'un poste d'agent(e) de protection rapprochée (Service mobile) en poste d'assistant(e) administratif(ve) (Service mobile) (A/79/6 (Sect. 3)/Add.6, par. 32, 35, 39 et 44 et tableau 7).

23. **Le Comité consultatif note que le processus de retrait et de transition devrait entraîner une réduction globale des effectifs au cours de l'année 2025, accompagnée d'une augmentation des montants requis au titre des versements à la cessation de service, ce qui aura des incidences sur le niveau des ressources prévues au titre du personnel civil.**

24. **Compte tenu de l'incertitude à propos des hypothèses de planification pour 2025 prévalant au moment de l'examen du présent rapport, le Comité consultatif recommande de ne pas procéder, à ce stade, aux créations de postes ou au reclassement et aux réaffectations proposés.**

#### **Postes vacants**

25. Comme suite à ses questions, le Comité consultatif a été informé qu'au 24 juin 2024, 87 postes (2 P-5, 7 P-4, 12 P-3, 23 postes d'agent(e) du Service mobile, 15 postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national et 28 postes d'agent(e) local(e)) étaient vacants ; 15 postes étaient vacants depuis plus de deux ans [5 postes d'agent(e) du Service mobile, 4 postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national et 6 postes d'agent(e) local(e)] au 7 juin 2024. Le Comité a également été informé qu'au 3 juillet 2024, la Mission avait entamé (en publiant des avis de vacance de poste temporaire) la procédure de recrutement d'un(e) chef de cabinet (D-2) et d'un(e) administrateur(trice) général(e) chargé(e) des droits humains (D-1). Le Comité a également été informé qu'un examen de la dotation en personnel de tous les postes (y compris les postes vacants) serait l'un des principaux résultats attendus du groupe de travail sur la transition, tandis que la dotation en personnel de la Mission serait guidée par le plan de transition. **Compte tenu de la réduction imminente des**



effectifs de la Mission, de l'examen en cours des effectifs et de l'adoption du plan de transition, le Comité consultatif recommande de suspendre toutes les procédures de recrutement et de supprimer 15 postes qui sont vacants depuis plus de deux ans (5 postes d'agent(e) du Service mobile, 4 postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national et 6 postes d'agent(e) local(e)).

### Taux de vacance

26. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu des informations sur le nombre de postes et les taux de vacance de 2023 à 2025 (voir tableau 4 et [A/79/6 \(Sect. 3\)/Add.6](#), tableau 8).

Tableau 4  
Nombre de postes et taux de vacance (2023-2025)

	2023				2024						2025	
	Postes approuvés	Taux de vacance approuvé (%)	Taux de vacance moyen (%)	Taux de vacance effectif au 31 décembre (%)	Postes proposés	Postes approuvés	Postes pourvus au 30 juin	Taux de vacance approuvé (%)	Taux de vacance moyen (de janvier à juin) (%)	Taux de vacance effectif au 30 juin (%)	Postes proposés	Taux de vacance budgétisé (%)
Personnel recruté sur le plan international	279	8,0	14,6	15,7	280	278	229	13,3	16,3	17,6	278	13,3
Administrateurs recrutés sur le plan national	122	9,0	9,4	9,8	123	124	110	9,8	11,5	11,3	124	9,8
Personnel recruté sur le plan national (agents locaux)	373	7,0	7,9	8,0	372	372	338	8,3	8,1	9,1	365	8,3
Volontaires des Nations Unies												
Volontaires recrutés sur le plan international	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	50,0
Volontaires recrutés sur le plan national	2	0,0	0,0	0,0	2	2	2	0,0	0,0	0,0	3	0,0

27. Le Comité consultatif compte que des taux de vacance actualisés pour 2025, tenant compte du retrait et de la liquidation prévus, seront communiqués à l'Assemblée générale lorsqu'elle examinera le présent rapport.

### 3. Dépenses opérationnelles

#### Projet de budget initial

28. Le montant des ressources budgétaires demandées pour 2025 au titre des dépenses opérationnelles s'élève à 15 613 600 dollars, soit une diminution de 484 400 dollars (3 %) par rapport au montant des crédits ouverts pour 2024. Les réductions proposées au titre des rubriques suivantes : installations et infrastructures (837 200

dollars), communications et informatique (331 000 dollars), transports terrestres (236 300 dollars), voyages officiels (170 200 dollars), consultants et services de consultants (119 700 dollars), et fournitures, services et matériels divers (64 800 dollars), seraient en partie contrebalancées par des augmentations au titre des opérations aériennes (1 262 600 dollars) et de la santé (12 200 dollars) (A/79/6 (Sect. 3)/Add.6, tableau 19).

#### *Opérations aériennes*

29. Les ressources demandées au titre des opérations aériennes s'élèvent à 4 997 200 dollars et font apparaître une augmentation de 1 262 600 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 2024. L'augmentation s'explique par la hausse des ressources demandées pour la location et l'exploitation d'avions et par l'arrêt des contributions de l'UNITAD aux fins de partage des coûts afférents à un avion. Cette augmentation serait contrebalancée en partie par la diminution des ressources nécessaires pour financer les carburants et lubrifiants (ibid., par. 70).

#### *Santé*

30. Les ressources demandées au titre de la santé s'élèvent à 357 400 dollars et font apparaître une augmentation de 12 200 dollars par rapport au montant des crédits ouverts pour 2024. L'augmentation est liée à l'externalisation des services psychosociaux visant à répondre aux besoins du personnel en la matière, contrebalancée en partie par une réduction des ressources demandées en matière de médicaments et d'articles consommables (ibid., par. 74).

#### **Engagements autorisés**

31. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le Secrétaire général proposerait de nouvelles réductions dans le cadre d'une demande d'autorisation d'engagement de dépenses. Le montant des ressources demandées au titre des dépenses opérationnelles s'élèverait à 11 989 700 dollars, soit une réduction de 3 676 600 dollars par rapport au montant prévu au budget (15 613 600 dollars) et une réduction de 4 108 300 dollars par rapport au montant des crédits ouverts pour 2024. Par rapport au montant budgétisé, des réductions ont été proposées au titre des opérations aériennes (2 711 800 dollars), des installations et infrastructures (503 000 dollars), des transports terrestres (200 000 dollars), des fournitures, services et matériels divers (108 400 dollars), des voyages officiels (55 000 dollars), des communications et de l'informatique (52 700 dollars) et des consultants et services de consultants (45 700 dollars).

#### *Opérations aériennes*

32. Le montant révisé des ressources demandées au titre des opérations aériennes s'élèverait à 2 285 400 dollars et fait apparaître une diminution de 1 449 200 dollars par rapport au montant des crédits ouverts pour 2024. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le montant inscrit au budget correspondait au déploiement de deux avions. Toutefois, compte tenu de la réduction imminente des effectifs, il avait été décidé d'annuler le contrat récemment négocié pour le turboréacteur léger (HS-125) qui aurait dû arriver à la Mission en juin 2024.

#### *Installations et infrastructures*

33. Le montant révisé des ressources demandées au titre des installations et infrastructures s'élèverait à 4 239 900 dollars et fait apparaître une diminution de 1 340 200 dollars par rapport au montant des crédits ouverts pour 2024. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le montant révisé

faisait apparaître une réduction de 503 000 dollars par rapport au montant inscrit au budget, en raison d'une diminution des besoins au titre des rubriques suivantes : services d'entretien (300 000 dollars) ; travaux de construction, de transformation, de rénovation et de gros entretien (80 000 dollars) ; pièces de rechange et fournitures (70 000 dollars) ; acquisition de mobilier (47 000 dollars) ; fournitures sanitaires et articles de nettoyage (6 000 dollars). Le Comité a également été informé que les besoins au titre des travaux de construction, de transformation, de rénovation et de gros entretien, d'un montant de 400 000 dollars, n'incluaient pas de nouveaux projets de construction, la Mission se limitant à la réparation de diverses installations de sécurité à Bagdad (140 000 dollars), à la peinture du mur en T du périmètre à Bagdad (40 000 dollars), à la remise en état de la façade du bâtiment de l'entrepôt à Bagdad (40 000 dollars) et à la remise en état d'une bouche d'incendie et d'un poste d'alimentation en eau ainsi qu'à l'entretien de l'ensemble des robinets-vannes à Bagdad (180 000 dollars). **Le Comité consultatif note qu'à ce stade du cycle de vie de la Mission, tous les investissements, y compris dans les travaux de construction, d'entretien et de remise en état, devraient être soigneusement examinés dans le contexte de la capitalisation des actifs de la MANUI et de leur cession imminente, ainsi que de l'avenir du complexe de la MANUI.**

34. À cet égard, le Comité note, d'après les informations communiquées, que les projets de construction pour 2024 auxquels il a été renoncé comprennent l'amélioration de la zone de l'étang, le raccordement du système d'évacuation des eaux de ruissellement du complexe au grand réseau d'évacuation des eaux de l'artère principale d'Erbil (54 000 dollars) et la construction d'installations de traitement des eaux usées à Erbil (81 000 dollars).

35. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu des informations sur les réductions de ressources proposées dans le cadre des engagements autorisés par rapport aux montants inscrits au budget pour 2025 (voir tableau 5).

Tableau 5

**Ajustements proposés au titre des dépenses opérationnelles par rapport au projet de budget**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Dépenses opérationnelles</i>	<i>Montant budgétisé</i>	<i>Activités budgétisées/ajustements éventuels</i>	<i>Ressources non nécessaires</i>
Consultants et services de consultants	164,0	Il est proposé d'ouvrir des crédits pour engager des consultants dans les domaines des questions électorales, des processus législatifs, des audits de cybersécurité, de la gestion des dossiers et de la formation du personnel de la Mission. La Mission continuera à faire appel à des services de consultants pour éclairer les décisions dans les domaines précités La Mission a déterminé qu'il n'était peut-être pas nécessaire que des ressources soient prévues pour la tenue d'une consultation aux fins du renforcement des capacités sur les processus législatifs et la formulation de la législation locale à l'intention des conseils provinciaux dans le cadre du Bureau des affaires politiques et de l'analyse	(45,7)
Voyages officiels	844,4	Il est proposé d'ouvrir des crédits pour financer des voyages devant permettre de mener des activités essentielles ou des activités de médiation et de facilitation avec des interlocuteurs nationaux et des acteurs de la société civile, notamment des organisations non gouvernementales, de superviser les bureaux locaux et régionaux, de mener des consultations politiques avec des entités locales et de conduire des missions des missions d'établissement des faits, de suivi et d'enquête dans le domaine des droits humains ainsi que de fournir des ressources au	(55,0)

<i>Dépenses opérationnelles</i>	<i>Montant budgétisé</i>	<i>Activités budgétisées/ajustements éventuels</i>	<i>Ressources non nécessaires</i>
		<p>Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq et à ses hauts collaborateurs afin qu'ils puissent assister aux réunions et consultations organisées avec les interlocuteurs politiques et faire des exposés</p> <p>Suivant les tendances observées dans la Mission pour 2024 à ce jour, des outils supplémentaires seront largement utilisés pour la tenue de réunions virtuelles, le but étant de réduire le plus possible la nécessité de voyager hors de la zone de la Mission. La Mission constate que l'on pourrait avoir besoin d'effectuer des déplacements supplémentaires à l'intérieur de la zone d'opérations afin de tenir des séances en vue de préparer le personnel à la transition et d'appuyer les programmes de résilience ainsi que de faciliter les voyages de formation aux fins du renforcement des capacités du personnel</p>	
Installations et infrastructures	4 742,9	<p>Il est proposé d'ouvrir des crédits pour financer l'acquisition de consommables essentiels ainsi que le remplacement de matériel et de meubles nécessaires à l'hébergement permanent du personnel, les fournitures médicales, la location de locaux, les services d'entretien ou de sécurité, les carburants et lubrifiants, les services collectifs de distribution et les services d'élimination des déchets, et les fournitures sanitaires et articles de nettoyage, considérés comme nécessaires</p> <p>Compte tenu de la diminution prévue de l'empreinte vers la fin de 2025, des réductions d'un montant total de 503 000 dollars pourraient être réalisées après l'abandon de services de nettoyage et d'assainissement, la réduction de l'ampleur d'un projet de remise en état et la diminution du nombre d'achats de pièces détachées</p>	(503,0)
Transports terrestres	890,0	<p>Il est proposé d'ouvrir des crédits pour financer l'acquisition de matériel de l'atelier de réparation des véhicules, la location, les réparations et l'entretien des véhicules, l'assurance responsabilité civile, les pièces de rechange et les carburants et lubrifiants</p> <p>Compte tenu de la diminution prévue de l'empreinte vers la fin de 2025, une réduction de 200 000 dollars au titre des pièces de rechange pourrait être opérée</p>	(200,0)
Opérations aériennes	4 997,2	Il est proposé d'ouvrir des crédits pour financer le déploiement de deux avions. Compte tenu du retrait imminent, la Mission propose de ne conserver qu'un seul appareil jusqu'en 2025	(2 711,8)
Communications et informatique	2 596,5	<p>Il est proposé d'ouvrir des crédits pour financer les dépenses suivantes : matériel de communication et matériel informatique ; services de télécommunication et de réseau ; entretien du matériel de communication et du matériel informatique et services d'appui ; pièces de rechange ; logiciels, licences et redevances ; services d'information et de publication</p> <p>Ces ressources sont en grande partie calculées en fonction des prix contractuels annuels ou des coûts annuels des services d'appui centralisés ; les services et l'appui fournis resteraient essentiels pour assurer la viabilité et la sécurité du réseau ainsi que pour atténuer l'exposition du réseau de la Mission au risque de cyberattaques</p> <p>L'acquisition porte sur du matériel essentiel, notamment du matériel de présentation (matériel informatique et matériel audio), destiné aux services d'information de la Mission, qui devrait jouer un rôle crucial dans le cadre de la transition et du retrait</p>	(52,7)

<i>Dépenses opérationnelles</i>	<i>Montant budgétisé</i>	<i>Activités budgétisées/ajustements éventuels</i>	<i>Ressources non nécessaires</i>
		Compte tenu de la diminution prévue de l’empreinte vers la fin de 2025, une réduction de 10 % au titre des services de télécommunications et de réseau (39 700 dollars) et des pièces détachées (13 000 dollars) pourrait être opérée	
Santé	357,4	Il est proposé d’ouvrir des crédits pour financer l’achat de matériel médical, les services médicaux (notamment les évacuations sanitaires aériennes), les consultations de spécialistes et les fournitures médicales  La Mission a estimé que toutes ces ressources étaient toujours d’actualité et qu’elles seraient maintenues en 2025	–
Fournitures, services et matériel divers	1 021,2	Il est proposé d’ouvrir des crédits pour financer les dépenses suivantes : a) détente et loisirs ; b) honoraires, fournitures et services liés à la formation ; c) dépenses de représentation diverses ; d) assurances générales ; e) frais bancaires ; f) demandes d’indemnisation, comptabilisation en pertes et ajustements ; g) fret et dépenses connexes diverses ; h) rations ; i) services contractuels ; j) services divers  Il a été estimé que des dépenses d’un montant total de 108 400 dollars pourraient être économisées si on réduisait les dépenses au titre de la formation (22 600 dollars), du fret (29 500 dollars), des rations (12 400 dollars) et des services des vacataires (43 900 dollars)	(108,4)
<b>Total</b>	<b>15 613,6</b>		<b>(3 676,6)</b>

36. Le Comité consultatif prend note de l’ajustement des dépenses opérationnelles et espère que d’autres gains d’efficacité liés, notamment, à l’annulation de tous les achats et remplacements non essentiels, seront mis au jour et présentés à l’Assemblée générale lorsqu’elle examinera le présent rapport.

## D. Conclusion

37. Au vu de la nécessité de disposer d’un mécanisme budgétaire de transition pour la MANUI jusqu’à ce que l’Assemblée générale examine, durant la première partie de la reprise de sa soixante-dix-neuvième session, les prévisions budgétaires révisées, le Comité consultatif recommande que l’Assemblée : a) autorise le Secrétaire général à engager des dépenses d’un montant ne dépassant pas 49 763 000 dollars pour le fonctionnement de la Mission pendant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2025 ; b) évalue le montant de 49 763 000 dollars au titre de la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2025.

## E. Questions diverses

### Ressources extrabudgétaires et recouvrement des coûts

38. Les ressources extrabudgétaires devraient s’élever à 402 000 dollars en 2025, soit une diminution de 329 100 dollars par rapport aux prévisions établies pour 2024. Elles devraient permettre de continuer de soutenir les activités visant à renforcer la participation des femmes et des jeunes irakiens au dialogue politique. La diminution des contributions volontaires estimées par rapport à 2024 est principalement due à la suppression des dépenses de personnel afférentes à l’emploi (P-4) destiné à appuyer les activités liées aux changements climatiques (A/79/6 (Sect. 3)/Add.6, par. 77 à 79).

39. Le Secrétaire général indique qu'au moyen du mécanisme de recouvrement des coûts, la Mission devrait percevoir un montant de 10 279 800 dollars pour 2024 et un montant de 9 251 800 de dollars pour 2025 de l'équipe de pays des Nations Unies en Iraq pour les services qu'elle fournit dans les domaines de la sécurité, de la gestion de l'espace, de la santé et de l'approvisionnement en carburant et en fournitures diverses. La diminution du montant attendu est imputable à la fermeture prévue de l'UNITAD en 2024 (ibid., par. 80 à 82). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu les tableaux ci-dessous concernant le recouvrement des coûts pour la période 2021-2023 (voir tableau 6).

Tableau 6

**Recouvrement des coûts, produits et dépenses (2021-2023)**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2021	2022	2023
Produits	12 100	11 800	11 700
Dépenses	(10 000)	(14 100)	11 900
<b>Solde</b>	<b>2 100</b>	<b>(2 300)</b>	<b>(200)</b>

**Bureau d'appui commun de Koweït**

40. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que la MANUI soutenait le Bureau d'appui commun de Koweït en finançant, chaque année, 40 % de ses postes (33 postes) et en couvrant 27 % de ses dépenses autres que les dépenses de personnel. En outre, la Mission fournissait un soutien logistique important, notamment en ce qui concerne les locaux à usage de bureaux, la sécurité, les technologies de l'information et des communications et la gestion des installations du Bureau et des autres bureaux des Nations Unies dans le complexe de Kheitan. En outre, la MANUI disposait de fonds spécifiquement destinés à couvrir les frais de voyage pour les formations et les réunions. Au gré de la progression du retrait et de la fermeture de la Mission, le Département de l'appui opérationnel continuera de compter sur les capacités du Bureau. Le travail du Bureau devrait augmenter lorsque la Mission entamera son processus de liquidation. Le Bureau jouera un rôle important en facilitant le retrait progressif des opérations, notamment en apportant un soutien au personnel civil cessant ses fonctions et en veillant à la clôture ordonnée des dossiers financiers de la Mission. Le soutien du Bureau sera également important lors de la phase de liquidation en 2026, une fois que la MANUI aura achevé son retrait.

41. Le Comité a également été informé que seules trois missions politiques spéciales [la MANUA, la MANUI et le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH)] fournissaient des ressources en personnel au Bureau d'appui commun de Koweït. Pour les missions politiques spéciales ne contribuant pas aux ressources en personnel (Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, UNITAD, Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, Mission de vérification des Nations Unies en Colombie et Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda), aucun recouvrement des coûts n'avait été effectué pour les ressources en personnel fournies par la MANUA, la MANUI et le BINUH. Par ailleurs, les coûts des ressources non humaines du Bureau étaient partagés entre les 18 missions clientes depuis 2023. Le recouvrement des coûts auprès des clients de l'Office se limitait aux coûts opérationnels. La MANUI était chargée d'administrer ce recouvrement des coûts. Les fonds excédentaires récupérés étaient remboursés proportionnellement aux

missions clientes sur la base de leurs contributions ; il n'y a donc pas eu de soldes reportés ou d'excédents cumulés dans le fonds pour le Bureau.

### Assistance électorale

42. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que, dans une lettre officielle adressée à la MANUI en date du 11 juin 2023, la Haute Commission électorale indépendante avait demandé un appui en vue de l'organisation des élections législatives dans la région du Kurdistan. La MANUI avait reçu une autre demande de la Commission, le 24 juin 2024, pour la poursuite de la fourniture de conseils et d'assistance technique en vue des élections législatives régionales du Kurdistan et de l'élection à la Chambre des députés de l'Iraq, que la Mission examinerait à la lumière de son mandat d'assistance électorale que le Conseil de sécurité avait confirmé dans sa résolution 2732 (2024). Le Comité a également été informé que le tableau d'effectifs du Bureau de l'assistance électorale comptait 12 postes (1 D-1, 2 P-5, 2 P-4, 2 postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national et 5 postes d'agent(e) recruté(e) sur le plan national) et a reçu le tableau ci-dessous concernant les dépenses liées aux postes et les autres objets de dépense liés aux capacités d'assistance électorale pour la période 2023-2025 (voir tableau 7).

Tableau 7

### Ressources au titre des capacités d'assistance électorale (2023-2025)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023		2024		2024 (de janvier à juin)	Projections pour 2024 (de janvier à décembre)	2025
Catégorie de dépenses	Crédits ouverts	Dépenses	Crédits ouverts	Dépenses		Dépenses	Total
Postes							
Personnel recruté sur le plan international	1 445,8	1 510,9	1 393,9	739,9		1 512,3	1 437,1
Administrateurs recrutés sur le plan national	168,0	189,6	178,0	99,8		192,4	196,8
Agents locaux	205,7	249,0	231,3	152,5		291,8	238,1
Total partiel	1 819,5	1 949,4	1 803,2	992,2		1 996,5	1 872,0
Autres objets de dépense							
Consultants	84,5	117,9	79,4	46,2		79,4	86,2
Voyages officiels	50,2	16,4	31,2	7,9		15,9	38,9
Communications et informatique	—	0,2	—	—		—	—
Frais, fournitures et services liés à la formation	9,0	10,9	9,0	—		—	8,7
Total partiel	143,7	145,4	119,6	54,1		95,3	133,8
Total	1 963,2	2 094,3	1 922,8	1 046,3		2 091,8	2 005,8

43. Le Comité a également été informé que toute assistance du PNUD serait tributaire des contributions volontaires. Toutefois, aucune contribution volontaire des États Membres n'était attendue pour la période 2024-2025. Les informations détaillées concernant tout transfert des tâches électorales de la MANUI intervenant après l'achèvement du mandat de la Mission, le 31 décembre 2025, seraient intégrées dans le plan de transition.



## Droits humains

44. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que, lors des futures consultations sur le plan de transition de la MANUI, le dispositif de transition ferait l'objet d'une discussion avec le Gouvernement iraquien et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le but étant de définir la configuration et le mandat d'une présence des Nations Unies dans le domaine des droits humains dans le pays après le retrait de la MANUI. Le Comité a reçu le tableau ci-dessous sur les dépenses afférentes aux postes et les autres objets de dépense du Bureau des droits de l'homme pour la période 2023-2025 (voir tableau 8).

Tableau 8

### Ressources destinées au Bureau des droits de l'homme (2023-2025)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	2023		2024		2024 (de janvier à juin)	Projection 2024 (de janvier à décembre)	2025
	Crédits ouverts	Dépenses	Crédits ouverts	Dépenses		Dépenses	Total
<b>Postes</b>							
Personnel recruté sur le plan international	3 024,5	2 788,4	2 977,5	1 110,9		2 162,0	3 091,1
Administrateurs recrutés sur le plan national	1 209,4	1 418,8	1 281,8	703,5		1 548,5	1 434,5
Agents locaux	397,1	495,8	447,2	262,4		523,1	467,8
<b>Total partiel</b>	<b>4 631,0</b>	<b>4 703,1</b>	<b>4 706,5</b>	<b>2 076,8</b>		<b>4 233,6</b>	<b>4 993,4</b>
<b>Autres objets de dépense</b>							
Consultants	—	—	22,0	—		—	—
Voyages officiels	92,8	105,0	80,2	20,2		20,2	—
Frais, fournitures et services liés à la formation	—	0,2	—	2,8		5,6	70,3
<b>Total partiel</b>	<b>92,8</b>	<b>105,2</b>	<b>102,2</b>	<b>23,0</b>		<b>27,8</b>	<b>70,3</b>
<b>Total</b>	<b>4 723,8</b>	<b>4 808,3</b>	<b>4 808,7</b>	<b>2 099,8</b>		<b>4 261,4</b>	<b>5 063,7</b>

## Liquidation des actifs

45. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'au 30 juillet 2024, la valeur d'achat des actifs de la MANUI en Iraq s'élevait à 67,5 millions de dollars (valeur comptable résiduelle nette : 15 millions de dollars). Il fallait encore mener une étude de marché ; par conséquent, la valeur marchande estimée de tous les biens meubles ou des biens susceptibles d'être démantelés et transférés n'avait pas encore été déterminée. Le Comité a également été informé qu'aucun plan préliminaire de cession des actifs n'avait encore été élaboré. En outre, la catégorisation de tout le matériel et l'inspection physique des actifs en vue de leur inclusion potentielle dans le programme de réduction, de réutilisation et de recyclage n'avait pas encore été effectuée. En l'absence d'un plan préliminaire de cession des actifs, aucun objectif de récupération des actifs n'avait encore été fixé. Il était prévu que le plan de cession des actifs soit élaboré durant la rédaction des plans de transition et de liquidation.

46. S'agissant de la cession des véhicules, le Comité consultatif, ayant demandé des précisions, a été informé que 60 % du parc automobile de la MANUI était constitué de véhicules blindés. Dans les cas économiquement viables, la MANUI entendait privilégier le transfert de sa flotte de véhicules blindés à d'autres missions aux besoins analogues. Sur approbation du Comité local de contrôle du matériel, les véhicules blindés dont le transfert à d'autres missions ne serait pas économiquement viable seraient détruits ou démontés. **Le Comité consultatif compte qu'un plan complet de cession des actifs, y compris des immobilisations (voir par. 33 ci-dessus), sera élaboré en priorité compte dûment tenu des intérêts financiers de l'Organisation, de toutes les réglementations pertinentes et des enseignements tirés de processus de transition et de liquidation analogues.**

## Annexe

## Calendrier et procédures de retrait et de liquidation de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti et de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali

<i>Mission</i>	<i>Budget initial</i>	<i>Résolution du Conseil de sécurité</i>	<i>Recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires</i>	<i>Décision prise par l'Assemblée générale</i>	<i>Budget révisé</i>	<i>Recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires</i>	<i>Décision prise par l'Assemblée générale</i>
Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI)	Le budget initial de l'ONUCI pour l'exercice allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017, présenté dans le rapport du Secrétaire général daté du 22 février 2016 (A/70/753), s'élevait à un montant brut de 320 709 000 dollars (montant net : 313 254 500 dollars)	Dans sa résolution 2284 (2016) du 28 avril 2016, le Conseil de sécurité a décidé que le mandat de l'ONUCI serait prorogé pour une dernière période prenant fin le 30 juin 2017	Compte tenu de la décision prise par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2284 (2016), le Comité consultatif, dans son rapport du 4 mai 2016, a recommandé à l'Assemblée générale d'autoriser le Secrétaire général à engager des dépenses avec mise en recouvrement d'un montant de 160 354 500 dollars (égal à la moitié du projet de budget pour 2016/17), aux fins du fonctionnement de l'ONUCI pour la période de six mois allant du 1 <sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2016. Le Comité attendait	Dans sa résolution 70/272, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à engager au titre de l'ONUCI, pour la période du 1 <sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2016, des dépenses d'un montant total maximum de 153 046 000 dollars	Le budget révisé de l'ONUCI pour l'exercice allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017, présenté dans le rapport du Secrétaire général daté du 3 novembre 2016 (A/71/599), s'élevait à un montant brut de 178 874 900 dollars (montant net : 174 072 200 dollars)	Dans son rapport du 9 décembre 2016 (A/71/676, par. 45), le Comité consultatif a recommandé que l'Assemblée générale ouvre un crédit de 175 888 900 dollars aux fins du fonctionnement de l'ONUCI pour l'exercice de 12 mois allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017, dont un montant de 153 046 000 dollars précédemment autorisé par l'Assemblée, dans sa résolution 70/272, pour la période allant du 1 <sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2016, soit un montant supplémentaire de	Par sa résolution 71/271 A, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant de 18 891 848 dollars venant s'ajouter au montant de 153 046 000 dollars déjà autorisé pour la période allant du 1 <sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2016

<i>Mission</i>	<i>Budget initial</i>	<i>Résolution du Conseil de sécurité</i>	<i>Recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires</i>	<i>Décision prise par l'Assemblée générale</i>	<i>Budget révisé</i>	<i>Recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires</i>	<i>Décision prise par l'Assemblée générale</i>
			avec intérêt de recevoir le projet de budget révisé du Secrétaire général pour l'exercice 2016/17, que l'Assemblée générale examinerait durant la partie principale de sa soixante et onzième session ( <a href="#">A/70/742/Add.13</a> , par. 11)			22 842 900 dollars (ibid., par. 12 et 45)	
Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH)	Le projet de budget de la MINUSTAH pour l'exercice allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018, présenté dans le rapport du Secrétaire général daté du 8 février 2017 ( <a href="#">A/71/787</a> ), s'élevait à un montant brut de 336 602 400 dollars (montant net : 328 494 600 dollars)	Dans sa résolution <a href="#">2350 (2017)</a> du 13 avril 2017, le Conseil de sécurité a décidé de proroger le mandat de la MINUSTAH pour une période finale de six mois et de procéder à sa clôture avant le 15 octobre 2017	Compte tenu de la décision prise par le Conseil de clôturer la Mission, le Comité consultatif, dans son rapport du 27 avril 2017, a recommandé à l'Assemblée générale : a) d'autoriser le Secrétaire général à contracter des engagements de dépenses d'un montant brut maximum de 105 000 000 dollars aux fins du fonctionnement de	Dans sa résolution <a href="#">71/302</a> du 30 juin 2017, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à engager au titre de la Mission, pour la période du 1 <sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2017, des dépenses d'un montant brut maximum de 90 000 000 dollars (montant net : 88 398 800 dollars). La totalité de ce montant a été mise en recouvrement	—	—	—

<i>Mission</i>	<i>Budget initial</i>	<i>Résolution du Conseil de sécurité</i>	<i>Recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires</i>	<i>Décision prise par l'Assemblée générale</i>	<i>Budget révisé</i>	<i>Recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires</i>	<i>Décision prise par l'Assemblée générale</i>
			la MINUSTAH au cours de la période allant du 1 <sup>er</sup> juillet au 15 octobre 2017 ; b) de mettre en recouvrement le montant de 105 000 000 dollars pour la période allant du 1 <sup>er</sup> juillet au 15 octobre 2017 ( <a href="#">A/71/836/Add.12</a> , par. 21)	auprès des États Membres			
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)	Le projet de budget de la MINUSMA pour l'exercice allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2023 au 30 juin 2024, présenté dans le rapport du Secrétaire général daté du 17 février 2023 ( <a href="#">A/77/755</a> ), s'élevait à un montant brut de 1 277 808 700 dollars (montant net : 1 257 410 900 dollars)	Dans sa résolution <a href="#">2690 (2023)</a> du 30 juin 2023, le Conseil de sécurité a décidé de mettre fin au mandat de la MINUSMA et prié la Mission de commencer immédiatement – le 1 <sup>er</sup> juillet 2023 – la cessation de ses opérations, le transfert de ses tâches ainsi que la réduction et le retrait de son personnel, de façon organisée et en toute sécurité, avant le	Le Comité consultatif, dans son rapport du 28 avril 2023, a recommandé à l'Assemblée générale d'ouvrir des crédits de 1 273 938 600 dollars aux fins du fonctionnement de la Mission pour l'exercice de 12 mois allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2023 au 30 juin 2024 ( <a href="#">A/77/767/Add.12</a> , par. 60)	Rappelant la résolution <a href="#">2690 (2023)</a> du Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, dans sa résolution <a href="#">77/312</a> du 30 juin 2023, a autorisé le Secrétaire général à engager au titre de la Mission, pour la période du 1 <sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2023, des dépenses d'un montant maximum de 590 millions de dollars	Le budget révisé de la MINUSMA pour l'exercice allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2023 au 30 juin 2024, présenté dans le rapport du Secrétaire général daté du 9 octobre 2023 ( <a href="#">A/78/516</a> ), s'élevait à 866 865 700 dollars	Le Comité consultatif, dans son rapport du 21 novembre 2023, a recommandé que l'Assemblée générale ouvre des crédits de 866 865 700 dollars aux fins de la réduction des effectifs et des moyens, du retrait et de la liquidation de la Mission pour l'exercice de 12 mois allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2023 au 30 juin 2024, dont un montant de 590 000 000 dollars	Dans sa résolution <a href="#">78/250</a> A du 22 décembre 2023, l'Assemblée générale a décidé d'ouvrir pour inscription au compte spécial de la MINUSMA, aux fins du fonctionnement de celle-ci, des crédits de 866 865 700 dollars pour l'exercice allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2023 au 30 juin 2024, y compris le montant de 590 000 000 dollars qu'elle avait déjà approuvé, pour

<i>Mission</i>	<i>Budget initial</i>	<i>Résolution du Conseil de sécurité</i>	<i>Recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires</i>	<i>Décision prise par l'Assemblée générale</i>	<i>Budget révisé</i>	<i>Recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires</i>	<i>Décision prise par l'Assemblée générale</i>
		31 décembre 2023, la liquidation de la Mission commençant le 1 <sup>er</sup> janvier 2024				qu'elle avait déjà approuvé pour la période du 1 <sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2023 dans sa résolution <a href="#">77/312</a> ( <a href="#">A/78/608</a> , par. 70)	la période du 1 <sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2023, dans sa résolution <a href="#">77/312</a>  Par la suite, dans sa résolution <a href="#">78/250</a> B du 28 juin 2024, l'Assemblée, ayant examiné le rapport sur le budget de la MINUSMA en date du 7 février 2024 ( <a href="#">A/78/761</a> ) et le rapport du Comité consultatif en date du 8 avril 2024 ( <a href="#">A/78/744/Add.11</a> ), a décidé d'ouvrir pour inscription au compte spécial de la Mission, au titre de l'exercice allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2024 au 30 juin 2025, un crédit de 202 783 500 dollars